



# La Lettre Electronique de TRRAACE TRRAACE Electronic Newsletter

N° 59 – 16/05/2007

## **TRRAACE :**

**TOUTES LES RESSOURCES POUR LES RADIOS AFRICAINES ASSOCIATIVES COMMUNAUTAIRES ET EDUCATIVES**

**TRACKING RESOURCES FOR RADIOS IN AFRICA AT THE BENEFIT OF THE ASSOCIATIVE COMMUNITY AND EDUCATIVE RADIO STATIONS**

**TODOS OS RECURSOS PARA AS RADIOS ASSOCIATIVAS EN AFRICA ASSIM CEMO COMUNITARIAS E EDUCATIVAS**

**[HTTP://WWW.MEDIAFRICA.NET](http://www.mediafrica.net)**

## Table des matières / Table of content

<b>New / Mediafrica.Net / Nouveautés .....</b>	<b>2</b>
Nouvelle formation en ligne – PLANSTRA1 .....	2
Appel à candidatures pour un cours en ligne sur la "Planification stratégique"	
Date limite de dépôt des dossiers : 17/06/2007 .....	3
<b>Nouvelles/News/Noticias .....</b>	<b>3</b>
Namibia: Broadcaster chief explains reason for suspension of programmes .....	4
Cameroun: L'affaire Freedom Fm rebondit .....	4
Maroc: Ondes libéralisées, paroles libérées ? .....	4
Zimbabwe: Free Airwaves, Free the Press .....	5
Maurice: Ashock Jugnauth en colère contre la MBC .....	5
RDC: Abus contre les droits des travailleurs d'une radio à Kananga .....	5
RDC: Abuse of Workers Rights by Media Group in Kananga .....	6
Ghana: Radio Journalist Assaulted Over Comments About Presidential Candidate .....	6
RDC: Radio Kaoze, initiative du diocèse catholique de Kalemie-Kirungu .....	7
RDC: Kindu, la formation des acteurs médiatiques, une nécessité .....	7
Botswana: Broadcasters Want Rb2 Licensed Too .....	8
Somalia: Shabelle Stringer in Jail for the Second Day .....	8
Sénégal: Le Blog d'une radioteuse .....	9
Somalia: Radio Journalist Killed By Crossfire While Covering Army Raid On Illegal Gun Market ..	9
Somalie: Un journaliste tué au cours d'une fusillade .....	10
Guinée: Des tirs nourris à Kaloum, la RTG n'émet plus .....	10
Bénin: Les promoteurs de Radio Illéma et Imale Africa Television invités aux respects des textes .....	10
RDC: La BBC installée à Lubumbashi et Kisangani .....	11
DRC: RTNC-Goma reporter suspended without pay after interviewing disaffected general .....	11
RDC: Un journaliste de la RTNC-Goma suspendu pour avoir donné la parole à un général dissident .....	11

## NEW / MEDIAFRICA.NET / NOUVEAUTES

### APPEL À CANDIDATURES

#### *Nouvelle formation en ligne – PLANSTRA1*

### FORMATION A LA PLANIFICATION STRATEGIQUE

Africalia et Mediafrica.Net lancent un appel à candidatures pour une formation à distance (eLearning) sur la planification stratégique d'organisations culturelles.

<b>Durée de formation :</b>	10 semaines
<b>Date :</b>	d'août 2007 à novembre 2007
<b>Méthode pédagogique :</b>	Formation à distance (via Internet)
<b>Public cible :</b>	Opérateurs culturels en Afrique francophone
<b>Pays cibles :</b>	Burkina Faso, Mali, Sénégal
<b>Nombre de places disponibles :</b>	15 personnes
<b>Date limite d'inscription</b>	<b>17/06/2007</b>

### OBJECTIFS DE LA FORMATION

La planification stratégique est au cœur du travail de toute organisation. Sans cadre stratégique une organisation ne peut savoir ni où elle va ni pourquoi. Ce cours introduira et indiquera la marche à suivre par une organisation culturelle pour développer un plan stratégique adapté à son environnement et à sa situation. C'est ce cadre stratégique qui donne aux activités une cohérence et une orientation conforme à la mission, à la vision et aux objectifs de l'organisation.

Par ailleurs, de plus en plus de bailleurs de fonds exigent que leurs partenaires du Sud s'inscrivent dans une telle approche pour solliciter leur appui. C'est le cas notamment d'Africalia, qui a mandaté Mediafrica.Net de développer ce cours pour ses partenaires.

Ce cours offrira une vue générale de la planification stratégique pour des organisations et opérateurs culturels. Les participants comprendront ce que signifie la « planification stratégique », son importance et ses différentes étapes, et ils seront capables d'appliquer cette approche pour leur propre organisation.

### PUBLIC VISÉ

- La formation PLANSTRA1 sur la plateforme de Mediafrica.Net est à destination des **opérateurs culturels en Afrique francophone**.
- Pays cibles : Burkina Faso, Mali, Sénégal.

Par **opérateur culturel**, il faut entendre les personnes morales (associations, festivals ou autres structures culturelles), disposant d'un statut juridique et pouvant justifier une expérience effective dans le domaine culturel.

Ces opérateurs doivent agir dans l'une des disciplines suivantes :

- **arts visuels** (arts plastiques, photographie et design) ;
- **arts de la scène** (théâtre, conte, danse, musique, spectacles de rue et de marionnettes) ;
- **littérature** (générale, de jeunesse et B.D.) ;
- **audio-visuel et médias culturels** (radio, documentaire, cinéma d'animation, court métrage) traitant de manière créative et originale de la culture dans sa dimension contemporaine ;
- **architecture**.

**Dossier de candidatures**

Le dossier de candidature sera préférablement introduit en utilisant le formulaire de candidature ad hoc disponible sur le site ([www.mediafrica.net](http://www.mediafrica.net)) ou qui peut être demandé à [editor@mediafrica.net](mailto:editor@mediafrica.net). Consultez le site de Mediafrica.Net pour disposer de la présentation complète de cette formation.

Pour être considéré recevable, le dossier contiendra les informations et documents suivants :

- **Formulaire d'inscription** (disponible sur la page d'accueil du « campus virtuel » de Mediafrica.Net.
- **CV des candidats.**  
**Lettre de motivation du candidat**
- **Attestation du directeur du centre ou du président du CA**
- **Description des possibilités d'accès à l'Internet**

**Date limite de dépôt des dossiers :**

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique (un accusé de réception vous sera envoyé) avant le 17 juin 2007 à l'adresse électronique suivante :

[editor@mediafrica.net](mailto:editor@mediafrica.net)

## NOUVELLES/NEWS/NOTICIAS

(Posted from 04/05/2007 to 16/05/2007)

Bénin: Les promoteurs de Radio Illéma et Imale Africa Television invités aux respects des textes .....	10
Botswana: Broadcasters Want Rb2 Licensed Too .....	8
Cameroun: L'affaire Freedom Fm rebondit .....	4
DRC: RTNC-Goma reporter suspended without pay after interviewing disaffected general.....	11
Ghana: Radio Journalist Assaulted Over Comments About Presidential Candidate .....	6
Guinée: Des tirs nourris à Kaloum, la RTG n'émet plus .....	10
Maroc: Ondes libéralisées, paroles libérées ? .....	4
Maurice: Ashock Jugnauth en colère contre la MBC .....	5
Namibia: Broadcaster chief explains reason for suspension of programmes .....	4
RDC: Abus contre les droits des travailleurs d'une radio à Kananga .....	5
RDC: Abuse of Workers Rights by Media Group in Kananga .....	6
RDC: Kindu, la formation des acteurs médiatiques, une nécessité .....	7
RDC: La BBC installée à Lubumbashi et Kisangani .....	11
RDC: Radio Kaoze, initiative du diocèse catholique de Kalemie-Kirungu .....	7
RDC: Un journaliste de la RTNC-Goma suspendu pour avoir donné la parole à un général dissident .....	11
Sénégal: Le Blog d'une radioteuse.....	9
Somalia: Radio Journalist Killed By Crossfire While Covering Army Raid On Illegal Gun Market .	9
Somalia: Shabelle Stringer in Jail for the Second Day.....	8
Somalie: Un journaliste tué au cours d'une fusillade.....	10
Zimbabwe: Free Airwaves, Free the Press .....	5

ALERT FROM : 2007-05-05

***Namibia: Broadcaster chief explains reason for suspension of programmes***

NBC Director General Bob Kandetu says although he appreciated the different views that are being expressed by the public on the temporary suspension of the corporation's radio call-in programmes, the suspension has been necessary because the programmes were being abused by some callers.

Source: Namibian Broadcasting Corporation TV, Windhoek, 03/05/2007, quoted by BBC Monitoring Global Newline Media File 05/05/2007

ALERT FROM : 2007-05-05

***Cameroun: L'affaire Freedom Fm rebondit***

<http://fr.allafrica.com/stories/200705040461.html>

Pius N. Njawé, le directeur général de Free Media Group, saisit à nouveau l'Union Africaine, aux fins de faire réparer les préjudices subis par sa radio interdite et scellée en 2003.

Au moment où se célèbre la journée mondiale de la liberté de la presse, l'affaire Freedom Fm rebondit. Le promoteur de la radio Freedom Fm, Pius Njawe, a de nouveau saisi la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (Cadhp). Il l'a annoncé jeudi, 03 mai 2007, au cours d'une conférence de presse à Yaoundé. Les deux parties en conflit, le gouvernement du Cameroun et Free Media Group, pourraient comparaître entre le 24 et le 26 mai 2007 à Nairobi, au Kenya.

" Nous estimons que le cas Freedom Fm est suffisamment illustratif pour ce qui est des atteintes à la liberté d'expression au Cameroun ", déclare Pius Njawe, assisté d'un autre responsable de la radio, Jean-Vincent Tchienehom. Ils ont en face d'eux une quinzaine de journalistes. Dans l'affaire qui les oppose au gouvernement depuis 2003, Pius Njawe estime que l'Etat du Cameroun a violé les lois internes sur la communication sociale, la déclaration de Windhoek, la Déclaration universelle des droits de l'homme et toutes les autres chartes sur la liberté de la presse. Pour être plus précis, il justifie ce retour devant les instances de la Cadhp par le fait que l'Etat du Cameroun n'a pas entièrement respecté les clauses de " la réunion conjointe entre le ministère de la Communication et le promoteur de la radio Freedom Fm " du 24 juin 2005. Le rapport final de cette rencontre présente les trois points du " plan d'action en vue du dénouement amiable de l'affaire " Freedom Fm. Ce rapport indique que le ministère de la Communication s'engageait à " se désister devant les tribunaux nationaux au sujet de toutes procédures contentieuses l'opposant à la radio Freedom Fm ".

Pius Njawe avait pris le même engagement de " désistement auprès des instances de la Commission africaine des Droits de l'homme et des peuples ". Par ailleurs, le Mincom " s'engageait aussi à saisir le gouverneur de la province du Littoral en vue de la levée des scellés en présence d'une commission mixte Mincom-Freedom Fm ". Pour le choix entre l'autorisation provisoire et la procédure d'obtention d'une licence, " le promoteur de Freedom Fm [s'était prononcé] pour la mesure transitoire de l'autorisation provisoire, en attendant l'aboutissement de la procédure de licence ". Deux ans plus tard, seuls les deux premiers points ont été respectés. [...]

Texte complet et source: Le Messager (Douala), 4 Mai 2007 - Publié sur le web le 4 Mai 2007 et repris par allAfrica.com

NEWS FROM : 2007-05-05

***Maroc: Ondes libéralisées, paroles libérées ?***

<http://fr.allafrica.com/stories/200705040682.html>

On parle de tout. En darija, en français approximatif ou en «fousha». Auditeurs et animateurs s'en donnent à coeur joie. Les nouvelles radios ont le vent en poupe. Les fréquences marocaines n'ont jamais été autant prises d'assaut. On se bouscule au portillon. Les 10 nouvelles radios qui ont reçu, le 10 mai dernier, l'aval de la HACA se sont fortement démarquées des traditionnelles radios. Là, le langage est jeune, urbain, proche des préoccupations des citoyens. Ici, l'information n'est pas entourée d'un halo enjolivant, mais expliquée crûment, sans fioriture. Et les auditeurs adorent. Ils aiment cette proximité, ce ton fun, cette interactivité et cette volonté affichée d'aller à l'essentiel.

Mais que de temps perdu avant que les Marocains ne se réconcilient avec leurs radios. Créée en 1928, la radio nationale, celle de la rue Brihi, avait longtemps fait le bonheur des Marocains. [...] Déjà radio FM, avec ses émissions en darija, les délires de ses animateurs, les coups de fil des auditeurs, avait donné un avant-goût de ce que les Marocains préfèrent. [...] force est de reconnaître que ce sont les nouvelles radios qui ont réussi à capter l'attention des auditeurs.

C'est ainsi que les premières radios privées ont ainsi commencé à émettre depuis le 17 novembre 2006 et la dernière, tout récemment, en avril. Toutes les radios ont pris leurs marques, usant de grandes opérations de charme pour fidéliser les auditeurs. Et dans cette course à l'audimat, certaines sont en tête du peloton, comme Hit radio, lancée par Younes Boumehdi.

En quelques mois, cette radio est devenue la préférée des jeunes puisqu'elle donne la part belle aux musiques locales et à cette scène qui n'avait jamais eu, de par le passé, la visibilité à laquelle elle pouvait légitimement aspirer. Musique, infos, interactivité, dédicaces La programmation est taillée sur mesure et cela plaît aux jeunes, particulièrement les 15-24 ans, cible favorite de Hit radio. Il y a aussi Chada FM, (initialement appelée Kolinass), une station régionale de proximité qui revisite la chanson marocaine et arabe, Aswat, ex-Bizz FM, est à vocation économique, comme Atlantic, qui est plébiscitée par les auditeurs pour son traitement de l'info de proximité, de façon professionnelle. Cap radio, qui a commencé à émettre au début du mois d'avril, en dialecte arabe et en tarifit, couvre Tanger, Tétouan, Larache, Al Houceïma, Nador, Oujda, Figuig et Targuis.

Objectif : la promotion du patrimoine culturel, artistique et régional de la région.

Reflète de la société, miroir grossissant des attentes et aspirations des jeunes, les nouvelles radios privées ont réussi, haut la main, leurs examens de passage auprès des auditeurs. Ce qui fait dire sans sourciller à un professionnel que les Marocains feraient mieux d'oublier la télé, qu'ils réussissent aussi mal, pour se focaliser sur les radios.

Texte complet et source : Libération (Casablanca), 3 Mai 2007 - Publié sur le web le 4 Mai 2007 et repris par allAfrica.com

ALERT FROM : 2007-05-05

### ***Zimbabwe: Free Airwaves, Free the Press***

<http://allafrica.com/stories/200705040469.html>

As the world marked World Press Freedom Day yesterday, the Zimbabwean media faced two major challenges: harsh press laws on the one hand and incognisant politicians on the other. The two have a direct yet retrogressive relationship.

Statutes such as the Access to Information and Protection of Privacy Act (Aippa), the Official Secrets Act, the Broadcasting Services Act and the supreme law itself -- the Constitution of Zimbabwe -- make part of the list of the harsh laws.

And all the previous Information and Publicity ministers make the list of the unhelpful politicians. All the existing media or press laws were enacted under the undoubted direction of the politicians. While the print media has been badly decimated by laws such as Aippa, through the closure of publications such as the Daily News and the Tribune, one could well argue that the broadcast media is still worse off.

Full report and Source: Zimbabwe Independent (Harare), Opinion by Chris Mhike who is a lawyer practising in Harare, 4 May 2007 - Posted to the web 4 May 2007 and quoted by allAfrica.com

ALERT FROM : 2007-05-06

### ***Maurice: Ashock Jugnauth en colère contre la MBC***

[http://www.lexpress.mu/archive\\_semaine/display\\_article.php?news\\_id=85773](http://www.lexpress.mu/archive_semaine/display_article.php?news_id=85773)

«Les gens sont en train de changer d'opinion sur l'Union nationale.» Pour Ashock Jugnauth, son parti a ratissé large et a rassemblé toutes les communautés lors du congrès-anniversaire du 29 avril. Il s'est exprimé dans une conférence de presse hier.

Ashock Jugnauth s'est cependant dit très en colère contre la Mauritius Broadcasting Corporation (MBC). Il conteste le traitement qu'elle lui réserve à ses sorties politiques et compte se plaindre à l'Independent Broadcasting Authority. Il s'est aussi dit prêt à soutenir le MMM qui veut manifester devant les locaux de la rue Pasteur. [...]

Ashock Jugnauth a affirmé ne pas vouloir polémiquer par rapport aux estimations de foules livrées par les médias. «Je ne veux surtout pas donner des consignes d'éviter de lire, d'acheter ou de vendre tel ou tel journal ou d'éviter de regarder la MBC. A chacun son choix personnel», a-t-il insisté. [...]

Source: L'Express (Port-Louis, Maurice), site web, 05/05/2007

ALERT FROM : 2007-05-08

### ***RDC: Abus contre les droits des travailleurs d'une radio à Kananga***

La Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) a protesté ce 7 mai 2007 contre le renvoi de dix employés de Global FM à Kananga (République Démocratique du Congo) après des mois de salaires impayés sans perspective de compensation.

Il y a cinq mois, 15 agents de Global TV Kinshasa ont été licenciés après qu'ils ont réclamé des

paiements de salaires dus entre six et neuf mois. Les deux compagnies sont la propriété d'une importante politicienne congolaise, Madame Catherine Nzuzi wa Mbombo.

« Ces incidents combinés suggèrent une politique délibérée qui consiste à recruter, à ne pas payer et à renvoyer le personnel sans compensation, » a dit Gabriel Baglo, Directeur du bureau Afrique de la FIJ. « Il est honteux que de telles pratiques puissent se produire, en particulier, dans des entreprises appartenant à une éminente figure politique. »

Le personnel licencié a été employé la première fois en juin 2006 quand Global FM a démarré ses opérations à Kananga. Selon le Syndicat National des Professionnels de la Presse (SNPP) de la RDC, les employés n'ont jamais été payés depuis leur premier recrutement.

La direction de la radio a dit au Secrétaire Exécutif Provincial du SNPP à Kananga, M. Mabika Kasongo, qu'ils ont décidé de fermer parce qu'ils ne pouvaient plus faire face au coût du loyer. Ils projetaient par contre, construire leur propre local pour la station. En attendant, les dix membres du personnel partiront sans aucune compensation ayant travaillé sans salaire pendant presque une année.

« Si l'entreprise peut se permettre de financer le bâtiment d'une nouvelle station, elle doit d'abord être forcée de régler ses dettes envers son personnel, » a ajouté Stanis Nkundiye Secrétaire Général du SNPP. « Entre temps, le Premier Ministre, Antoine Gizenga, devrait lancer une enquête sur les pratiques en matière d'emploi dans cette entreprise et d'autres appartenant à Catherine Nzuzi wa Mbombo pour démontrer que les politiciens ne sont pas au-dessus de la loi. »

Source: Fédération Internationale des Journalistes, Communiqué de presse, 07/05/2007

ALERT FROM : 2007-05-08

### ***RDC: Abuse of Workers Rights by Media Group in Kananga***

The International Federation of Journalists (IFJ) today protested against the dismissal of ten employees of Global FM in Kananga (Central Democratic Republic of Congo) following months of unpaid wages with no prospect of compensation.

Five months ago, 15 staff at Global TV Kinshasa were dismissed after they demanded payments of unpaid salaries of between six and nine months. Both companies are owned by a prominent Congolese politician, Mrs. Catherine Nzuzi wa Mbombo.

"These combined incidents suggest a deliberate policy of employing, failing to pay and then sacking staff without compensation," said Gabriel Baglo, Director of the IFJ Africa Office. "It is disgraceful that such practices can occur, particularly, in companies owned by a prominent political figure."

The dismissed staff were first employed in June 2006 when Global FM launched its operations in Kananga. According to the National Union of Press Professionals (SNPP) of DRC, the employees have never been paid since they were first recruited.

The radio's management told the Provincial Executive Secretary of the SNPP in Kananga, Mr Mabika Kasongo, that they had decided to close because they could no longer afford the rent. Instead they have planned to build their own premises for the station; and meanwhile, the ten members of staff will leave without any compensation having worked unpaid for almost a year.

"If the company can afford to finance the building of a new station it must first be forced to settle its debts towards its staff," added Stanis Nkundiye General Secretary of the SNPP. "Meanwhile, the Prime Minister, Antoine Gizenga, should launch an investigation into the employment practices of this and other company's owned by Catherine Nzuzi wa Mbombo to demonstrate that politicians are not above the law."

Source: International Federation of Journalists, Press release, 07/05/2007

ALERT FROM : 2007-05-08

### ***Ghana: Radio Journalist Assaulted Over Comments About Presidential Candidate***

<http://allafrica.com/stories/200705071568.html>

On 3 May 2007, World Press Freedom Day, while discussing the electoral prospects of presidential candidates from the ruling party, a radio correspondent was attacked by a friend of one of those reviewed.

Mahama Shaibu, the northern regional correspondent of Joy FM, an independent Accra-based radio station, was slapped and insulted by Abdul Latif, a friend of Kwabena Adjepong, one of the presidential aspirants of the ruling New Patriotic Party (NPP).

The MFWA correspondent reported that Shaibu was attacked in a studio of Diamond FM, an independent radio station in Tamale, the capital of the northern region, where he was a panellist discussing the prospects of the various presidential aspirants in the 2007 presidential primaries of the NPP, slated for the end of the year.

The correspondent said Latif, who was unhappy with the journalist's comments, stormed the studio

and demanded that he be given an opportunity to react to the comments. Following his unsuccessful bid, he pounced on the journalist and slapped him.

In his analysis, Shaibu, a regular guest of the station, ruled out Adjepong's chances of winning the region.

The journalist intends to file a complaint to the police.

MFWA has learned that the attack on the journalist nearly marred the Press Freedom Day celebration in the region.

Source: Media Foundation for West Africa (Accra), Press release, 7 May 2007 - Posted to the web 7 May 2007 and quoted by allAfrica.com

NEWS FROM : 2007-05-08

### ***RDC: Radio Kaoze, initiative du diocèse catholique de Kalemie-Kirungu***

<http://www.dia-afrique.org>

Le diocèse de Kalemie-Kirungu, au Katanga, dans le Sud de la République Démocratique du Congo, RDC, a mis sur pied sa station radiophonique dénommée « Radio Kaoze ». Le nom de ce média audiovisuel est celui d'un abbé originaire de ce diocèse et qui est le premier prêtre des temps modernes de l'Eglise dans le pays. Selon un membre du comité de gestion de cette station qui s'est entretenu récemment à Kinshasa avec un journaliste de l'agence Dia celle-ci est installée dans la procure du lieu, à Kalemie. [...]

Dans la ville de Kalemie (50.000 habitants) d'où va émettre Radio Kaoze la nouvelle du lancement de la station diocésaine ne laisse personne indifférent au sein de la population. L'abbé David Luhaka est convaincu que par ce nom de Kaoze donné à la nouvelle radio une vraie interpellation est lancée à l'endroit de tous les concitoyens de ce valeureux prêtre et de tous ceux et celles du diocèse de Kalemie-Kirungu. Le peuple de Dieu dans ce diocèse est surtout intéressé par l'évangélisation en profondeur que doit assurer Radio Kaoze à leur endroit, estimant qu'il a beaucoup à apprendre [...]

Les habitants non catholiques à Kalemie suivent aussi de près les nouvelles concernant le lancement de Radio Kaoze. Ils déplorent combien un silence de plomb s'abat chaque fois sur les réalités socio-politiques et autres de leur milieu pour ce qui est de leur diffusion, faute de moyen de communication sociale sur place. Ce silence leur donne l'impression, renforcée par celle d'autres concitoyens du pays, qu'à Kalemie rien de nouveau n'arrive sous le soleil. [...] Elle a compris qu'avec la Radio Kaoze désormais Kalemie ne sera pas aphone, des nouvelles sur elle à partir d'ailleurs devront circuler.

Les émissions prévues par la Radio Kaoze ciblent la méditation et la parole de Dieu, la culture, la santé et les droits humains. La théologie, la philosophie, le développement et les nouvelles du diocèse ne sont pas en reste. Un projet ambitieux préoccupe Radio Kaoze. Il s'agit de mettre sur pied à partir de cette station diocésaine le club Kaoze.

Source: Agence catholique D.I.A., Kinshasa, Communiqué 07/05/2007.

NEWS FROM : 2007-05-08

### ***RDC: Kindu, la formation des acteurs médiatiques, une nécessité***

<http://fr.allafrica.com/stories/200705071134.html>

L'espace médiatique du Maniema compte actuellement une douzaine de stations officielles et privées. Cependant, il se pose un réel problème d'hommes et de femmes capables de faire face à leurs responsabilités dans le respect de la déontologie et de l'éthique du métier. D'où la nécessité de la formation à travers leur renforcement des capacités.

Il s'est épanoui ces deux dernières années. Il y a de plus en plus des maisons de presse et des journalistes. Selon les responsables de la presse à Kindu, il se pose un problème sur le plan de l'éthique. Beaucoup de ces chevaliers de la plume n'ont pas la formation voulue, rapporte radiokapi.net. Le constat a été fait à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse le jeudi 3 mai dernier. Selon les responsables de la presse dans cette province cités par la même source, il y a certains efforts qui sont fournis pour l'encadrement professionnel des acteurs médiatiques. Cela, en vue d'améliorer leur rendement. Le nombre des radios est passé de 2, en 2003, à 12, en 2007. Il y a 4 ans, seules la RTNC et la Radio Okapi arrosaient Kindu et ses environs.

C'est depuis 2005 qu'il y a eu l'implantation d'autres radios privées et communautaires, pour la plupart. Le cas de la Radio Télé Communautaire Maniema Liberté, RTKM, de la radio Kindu Fréquence Modulée, KFM, de la Radio Liberté, et de Gunda FM qui fonctionnent toutes dans le chef-lieu de la province.

Quant aux autres, elles sont à l'intérieur de la province. Shabani Mwanaomba, promoteur de la radio Gunda FM, donne certaines raisons de cette éclosion : « il faut dire sincèrement que plusieurs



radios ont été créées par les hommes politiques. Elles ont servi d'instruments de propagande pendant cette période. Fort heureusement pour nous, certaines continuent à opérer jusqu'aujourd'hui. Une autre raison, c'est qu'il y a des fils et des filles du Maniema décidés à désenclaver la province. Ils ont mis un peu de moyens pour faire marcher ces stations de radios communautaires ».

Par ailleurs, certaines séances de formation sont organisées pour les jeunes journalistes de différentes stations de Kindu et de l'arrière province. Il y a également eu la formation des femmes des médias du Maniema en mars dernier. Cette formation a abouti sur la création d'une association des femmes des médias au Maniema en 2007.

Source: Le Potentiel (Kinshasa), 5 Mai 2007 - Publié sur le web le 7 Mai 2007 et repris par allAfrica.com

NEWS FROM : 2007-05-08

### ***Botswana: Broadcasters Want Rb2 Licensed Too***

<http://allafrica.com/stories/200705080250.html>

General manager of Yarona FM has urged the National Broadcasting Board (NBB) to license government-owned commercial radio station RB2 to level the playing field. Dumi Lopang was speaking when his station and newcomer Duma FM were given national broadcasting licences at a ceremony held last Friday.

He said that it would disadvantage them if RB2 were allowed to continue broadcasting without a licence because, being unregulated, RB2 could be charging below the market advertising rates. NBB Chairman Dr Masego Mpotokwane explained that negotiations were ongoing to license RB2. He said that it had been difficult because it was unclear whether RB2 was classified as a commercial radio station or a state broadcaster.

Lopang said that Yarona FM "is aware that national broadcasting comes with responsibility" and promised that news from other regions, and not only from Gaborone, would find space in the Yarona FM broadcasting content as required under the licence. NBB said that one of the requirements for the radio stations was that 40 percent of the content should be local. Mpotokwane said contrary to popular belief that NBB should conduct a market survey, it was up to the investor/licensee to do so to establish whether his/her business would be sustainable.

He added that they awarded the three licences because they were looking at the availability of frequencies and that they felt the trio would satisfy the Botswana audience. He urged the broadcasters to be responsible and to always inform their audience on where to lodge their complaints if they were dissatisfied with the service they were getting. "Failure of the radio stations will in any way reflect failure of the regulator," he said.

It is also believed that the three radio stations will diversify information and entertainment for Batswana who rely heavily on foreign radio stations for such services. The arrival of the three radio stations would promote competition and enhance creativity, Mpotokwane said.

Yarona FM and Gabz FM were the first commercial broadcasters to be given commercial licences in 1998 and broadcasting within a radius of 30-40km of Gaborone.

Source: Mmegi/The Reporter (Gaborone), 7 May 2007 - Posted to the web 8 May 2007 and quoted by allAfrica.com

ALERT FROM : 2007-05-10

### ***Somalia: Shabelle Stringer in Jail for the Second Day***

<http://allafrica.com/stories/200705080642.html>

Shabelle correspondent, Hassan Mayow, is in jail for the second day. Government soldiers in Afgoi district, 30 KM west of the capital placed Mr. Mayow under arrest Monday after he reported three innocent civilians killed by a government soldier in the area while the three victims were among a large number of people that was being provided with aid food by an aid agency.

Mayow, who got the chance to Shabelle while in prison, said he was arrested due to the report. "The commander of the security force in the district has confirmed the killing of three people in queue for aid food to me and after I sent the report, the commander and I have been arrested," he said.

The commander of the security forces, Col. Abdulahi Ahmed Iideey, who also talked to Shabelle from the jail cell, said he was sorry that he had to go to prison for telling the truth about the incident. "Now the reporter and I are in the same cell for saying that a government soldier killed three innocent civilians, he said.

The Somali transitional government backed by its allied Ethiopian troops incarcerated local journalists several times in the past while the journalists were performing their journalistic duties. Three journalists with a local television, UNIVERSAL, are still custody for their work.



Most of the stringers have been jailed after the government called them to attend news conference in which it gets the opportunity to arrest the reporters. Mayow was seized after some government officers in Afgoi called him to attend a fake press conference. "I have been called by a government bureaucrat who told me there was a news conference being held by the district commissioner and when I reached his office, three policemen seized me and threw me in jail," he said.

Source: Shabelle Media Network (Mogadishu), 8 May 2007 - Posted to the web 8 May 2007 and quoted by allAfrica.com

NEWS FROM : 2007-05-10

### ***Sénégal: Le Blog d'une radioteuse***

<http://natacha964.skyrock.com/>

En ce 3 mai, journée internationale de la liberté de la presse, une journaliste de Manoore FM, la radio des femmes de Dakar, vient d'ouvrir son blog. Un blog dédié aux femmes, en particulier aux femmes sénégalaises, mais aussi et surtout à sa radio.

Voici la présentation de son blog intitulé "Le journalisme est plus qu'un métier, c'est une manière de vivre."

"Je m'appelle Clara Natacha Yvonne Da Sylva. Je suis journaliste dans une radio de femmes À Dakar. J'aime écrire, lire, la solitude parfois, et regarder de très bons films d'humour. Ce blog, considérez-le comme le vôtre. Alimentez-le de commentaires qui m'aideront à l'améliorer. A présent voilà un bel hommage à la femme: Soyez prudent avant de faire pleurer une femme car Dieu compte leurs larmes!

La femme est venue de la nervure de l'homme non pas à ses pieds pour être un pas en dessous, non plus à sa tête pour être supérieure. Mais de sa côte pour... pour être l'Egale, sous son bras... pour être protégée... Et sous le côté de son coeur.....pour être aimée. A toi femme, car tu es spéciale...."

Source: TRRAACE

ALERT FROM : 2007-05-11

### ***Somalia: Radio Journalist Killed By Crossfire While Covering Army Raid On Illegal Gun Market***

<http://allafrica.com/stories/200705100431.html>

The Committee to Protect Journalists mourns the death on Saturday of Mohammed Abdullahi Khalif, a contributor to the private radio station Voice of Peace in Somalia's northeastern, semi-autonomous region of Puntland. Khalif was killed by crossfire while covering an army raid on an illegal gun market in the city of Galkayo.

Khalif died from a bullet to the chest as soldiers were raiding the dealership to recover an assault rifle allegedly stolen from the army, according to the National Union of Somali Journalists and local journalists. One other person died and several others were wounded in the raid.

"This tragic event reminds us that reporting the news anywhere in Somalia is dangerous," CPJ Executive Director Joel Simon said. "We mourn the loss of Mohammed Abdullahi Khalif and extend our condolences to his family and colleagues."

Khalif, believed to be about 25, had contributed news reports to the station on a voluntary basis since last year, Director Mohamed Ali Ahmad told CPJ today. He had worked as a station technician for several months before that, Ahmad said.

Khalif is the 15th journalist killed on duty in Somalia since 1992. The country, the world's 12th most dangerous for the press, has had no effective central government since the fall of dictator Siad Barre in 1991.

A number of other journalists have been killed in circumstances similar to the Khalif case. Stray bullets claimed the lives of reporters Ahmed Kafi Awale of Radio of the Somali People in January 2000, Abdullahi Madkeer of DMC Radio in January 2003, and Duniya Muhyadin Nur of Capital Voice in June 2005.

Puntland, home of Somali transitional government President Abdullahi Yusuf Ahmed, has attracted hundreds of Somalis fleeing the violence in the capital, Mogadishu. In recent months, authorities jailed a radio correspondent for nearly two weeks and, in March, issued a decree prohibiting activities of media groups without prior consent of the government.

Source: Committee to Protect Journalists (New York), Press Release, 9 May 2007 - Posted to the web 10 May 2007 and quoted by allAfrica.com

ALERT FROM : 2007-05-11

***Somalie: Un journaliste tué au cours d'une fusillade***[http://www.rsf.org/article.php3?id\\_article=22047](http://www.rsf.org/article.php3?id_article=22047)

Reporters sans frontières est attristée par la mort du journaliste Mohammed Abdullahi Khalif, tué au cours d'une fusillade dans la région autonome du Puntland (nord-est du pays) le 5 mai 2007. "Même si rien pour l'instant ne permet d'établir que Mohammed Abdullahi Khalif a été directement visé dans cette attaque, l'événement n'est pas sans rappeler la mort du journaliste suédois Martin Adler, tué en juin 2006 à Mogadiscio au cours d'une manifestation. Le cas de Mohammed Abdullahi Khalif nous rappelle que les journalistes en Somalie travaillent dans un climat d'insécurité permanent", a déclaré l'organisation.

Mohammed Abdullahi Khalif collaborait à la station Radio Voice of Peace de Galkayo, dans la région du Puntland. Il se trouvait sur le marché des armes de la ville le 5 mai pour un reportage lorsque des militaires ont attaqué. D'après la National Union of Somali Journalist (NUSOJ), ces agents se trouvaient sur les lieux afin de récupérer une arme qui leur avait été dérobée. Mohammed Abdullahi Khalif a été touché au cours de l'échange de tirs qui a suivi.

Omar Faruk Osman, secrétaire général de la NUSOJ, déclare qu'il s'agit d'une "tragédie, qui démontre à quel point la sûreté des journalistes est en danger".

Mohammed Abdullahi Khalif est le deuxième journaliste tué cette année en Somalie. En février, Ali Mohammed Omar, présentateur pour Radio Warsan, avait été assassiné à Baidoa.

Source: Reporters sans frontières, website, 10/05/2007

ALERT FROM : 2007-05-12

***Guinée: Des tirs nourris à Kaloum, la RTG n'émet plus***<http://fr.allafrica.com/stories/200705110719.html>

Des tris nourris sont entendus à Kaloum. A Coronhie, Tombo... des tirs nourris de l'armée font régulière sont entendus dans toute la presqu'île. L'heure est grave. Que se passe t-il à Conakry ? Le général Lansana Conté serait replié dans son palais, entouré de son état major et de ses proches.

De source proche des médias publics, la RTG n'émet pas depuis hier. Et ce silence radio se poursuit encore aujourd'hui, contribuant à l'aggravation du climat délétère qui prévaut dans le pays.

Sabotage ? Panne technique ?

La situation est très grave. Des affrontements meurtriers sont possibles.

Au lieu de démissionner, le suicidaire général Kerfalla Camara a déployé un important dispositif de sécurité au pont 8 novembre, porte d'entrée de la forteresse de Kaloum, histoire de contrer l'avancée des soldats mutins.

Déjà à Kaloum, les tirs retentissent dans toute la presqu'île.

Vrai ou faux ? Des rumeurs faisant état de l'intervention de la garde présidentielle, prête à embarquer Lansana Conté pour son village de Wawa, gagnent déjà les rangs. Sauf par hélico, mais la voie terrestre est complètement bloquée. L'emprunter serait suicidaire.

L'armée tient tous les quartiers de la capitale. Les rues aussi. Des populations sont terrées à domicile.

Aux dernières nouvelles, des tirs nourris de plus en plus intenses pleuvent sur la capitale guinéenne. Encore une fois, de l'avis de nombreux observateurs, l'heure est grave.

Source: Aminata.com (Conakry), 11 Mai 2007 - Publié sur le web le 11 Mai 2007 et repris par allAfrica.com

NEWS FROM : 2007-05-12

***Bénin: Les promoteurs de Radio Illéma et Imale Africa Television invités aux respects des textes***<http://fr.allafrica.com/stories/200705100923.html>

C'est dans une ambiance festive que des promoteurs de deux différents organes de presse béninois ont vu leur voeu se réaliser par les autorités de la Haac.

Il s'agit de Radio Illéma et Imale Africa Télévision. A l'instar d'autres structures, radio Illéma est dorénavant autorisé à bénéficier d'une fréquence supplémentaire. C'était au cours d'une séance de travail au siège de la Haac.

« Il s'agit là de l'aboutissement d'une longue démarche qui a commencé depuis 1998 » avoue François Okioh promoteur de cette radio. Il remercie à cet effet l'instance de régulation des médias au Bénin.

La signature de la convention pour l'exploitation de Imale Africa Television était également au programme au cours de la même séance. Koufaredji Ramanou a alors profité de l'occasion pour

réaffirmer sa disponibilité à respecter le contenu de cette convention.

Au terme de la séance, le vice président de la Haac, Clément Houénontin a invité les deux promoteurs au respect scrupuleux de leurs engagements pour une bonne collaboration entre la Haac et leurs différentes structures .

Source: Fraternité (Cotonou), 10 Mai 2007 - Publié sur le web le 10 Mai 2007 et repris par allAfrica.com

NEWS FROM : 2007-05-12

### ***RDC: La BBC installée à Lubumbashi et Kisangani***

<http://fr.allafrica.com/stories/200705090931.html>

Le paysage audiovisuel de la République Démocratique du Congo va désormais connaître une nouvelle entrée d'une station de radio diffusion d'origine étrangère. Il s'agit bien de la BBC, qui sera désormais installée à Lubumbashi et Kisangani, Osur la 92 fm.

Le service mondial de la BBC diffusera ses programmes en anglais, français et en langue nationale des villes concernées, à savoir le Swahili. Cela constitue un apport majeur en ce qui concerne l'exploitation de la BBC qui opère déjà à Kinshasa sur la 92,6fm et dans d'autres centres urbains du pays. Cette opération a été rendue possible grâce au contrat de partenariat conclu entre la station radio BBC et Raga Fm. [...]

D'après une étude d'audience de la BBC -Afrique, plus de 7 millions d'auditeurs sont à l'écoute des informations qu'elle diffuse. Ce résultat a été rendu public à l'occasion du lancement de ces deux récents relais de la Rdc par M. Tim, Directeur de BBC- Afrique. [...]

Texte complet et source:

ALERT FROM : 2007-05-14

### ***DRC: RTNC-Goma reporter suspended without pay after interviewing disaffected general***

<http://www.ifex.org/en/content/view/full/83338>

Michel Mutabesha Bakuza, a reporter at Radiotélévision nationale congolaise's (RTNC-the public broadcaster) Goma station, was suspended without pay on 8 May 2007 by RTNC-Goma director Gabriel Lukeka after broadcasting an interview with a former rebel general. Goma is the capital of North Kivu province, in eastern DRC.

The suspension stems from Mutabesha's 6 May interview with General Laurent Kunda Batware, an ex-warlord in the Masisi territory (about 75 km from Goma), during which the general expressed his disillusion over the integration process that was to reconcile the local militias with the national forces. Kunda went on to say that he was prepared to take his men out of the national army (Forces armées de la RDC - FARDC) since in his view the process had been mismanaged and many of his men had yet to be integrated.

Lukeka, apparently under significant pressure, claimed the interview with Kunda "breached RTNC editorial guidelines, which must support government interests."

JED is shocked and scandalised by the suspension of a journalist who was simply doing his job by attempting to present the story of a man who has been a prominent figure in media headlines for years and with whom the government has negotiated military integration.

JED is calling on RTNC Chief Operating Officer Emmanuel Kipolongo to revoke the unjust decision taken by the RTNC-Goma director, as well as any disciplinary action taken against other RTNC Goma journalists involved in the interview.

JED reminds RTNC officials that the RTNC is a public broadcaster whose editorial guidelines must not be allowed to be manipulated to defend government interests. Giving equal time to all sides in the Congolese crisis is neither a crime nor a breach of professional conduct.

Source: IFEX, 14/05/2007 quoting Journaliste en Danger (JED, Kinshasa)

ALERT FROM : 2007-05-14

### ***RDC: Un journaliste de la RTNC-Goma suspendu pour avoir donné la parole à un général dissident***

<http://www.ifex.org/fr/content/view/full/83339>

Michel Mutabesha Bakuza, reporter à la station provinciale de la chaîne publique RTNC (Radiotélévision nationale congolaise), émettant à Goma, capitale de la Province du Nord Kivu (est de la RDC), a été suspendu, le 8 mai 2007, par Gabriel Lukeka, directeur provincial de la RTNC/Goma.

Il est reproché au journaliste d'avoir diffusé, au cours du journal parlé du 6 mai 2007, une

interview du général dissident Laurent Kunda Batware, (ex-chef de guerre basé dans le territoire de Masisi, à 75 km de Goma). Le général Kunda a déclaré au cours de cette interview être déçu par le processus du mixage de sa milice et de l'armée nationale. Il a également dit être prêt à retirer ses hommes des Forces armées de la RDC (FARDC) au motif que la logistique n'a pas été suivie et qu'une partie de ses hommes reste encore non mixée.

Pour le directeur provincial de la RTNC/Goma, qui aurait subi beaucoup de pressions, cette interview du général dissident va à "l'encontre de la ligne éditoriale de la RTNC, qui doit préserver les intérêts du gouvernement".

JED se dit choquée et scandalisée par la suspension d'un journaliste qui n'a fait que son travail en donnant la parole à un homme qui fait l'actualité depuis des années et avec lequel le gouvernement congolais a négocié la réintégration des troupes.

JED demande à Emmanuel Kipolongo, administrateur directeur général de la RTNC, de casser cette décision non justifiée prise par son représentant à Goma ainsi que toutes les actions disciplinaires engagées contre d'autres journalistes de la RTNC/Goma dans le cadre de la même affaire.

JED rappelle que la RTNC est un média public par vocation dont la ligne éditoriale ne saurait être mise au service de la sauvegarde des intérêts du gouvernement. Donner la parole à un des acteurs de la crise congolaise n'est ni une faute professionnelle ni un délit.

Source: IFEX, 14/05/2007, reprenant Journaliste en Danger (JED, Kinshasa)

## Qui sommes-nous ? Who are we?

TRRAACE and Mediafrica.Net are a joint-venture between the following organisations:

TRRAACE et Mediafrica.Net sont le fruit de la collaboration des trois organisations suivantes :

### **New People Media Centre (NPMC)**

P.O. Box 21681  
Nairobi, KENYA  
Tel. : +254-20-3877 407  
and 3877 408

E-Mail : [director@newpeople.co.ke](mailto:director@newpeople.co.ke)  
Web : <http://www.newpeople.co.ke>

### **Association pour la Promotion des Médias (APM-Bénin)**

01 Boîte Postale 3566  
Porto Novo, Rép. du BENIN  
Tél. : + 229 - 20 21 26 88  
et 20 21 29 32

Courriel : [apmbenin@gmail.com](mailto:apmbenin@gmail.com)  
[radioecoleapm@gmail.com](mailto:radioecoleapm@gmail.com)

### **Centre des Médias Communautaires Africains (CEMECA)**

BP 210 Dédougou, BURKINA FASO  
Tél.: (00226) 20 52 10 22  
Fax : (00226) 20 52 10 22  
Mobile : (00226) 70 25 36 39

Courriel : [cemeca@mediafrica.net](mailto:cemeca@mediafrica.net)  
Web : <http://www.cemeca-cemeca.org>

## Contact

Si vous désirez continuer à recevoir ce bulletin électronique, merci de vous inscrire [http://mediafrica.covservices.com/trraace/DB/Newsletter\\_Registration.php](http://mediafrica.covservices.com/trraace/DB/Newsletter_Registration.php) ou envoyer un email à / or send an email to [editor@mediafrica.net](mailto:editor@mediafrica.net)  
Interested to continue to receive this electronic newsletter? Please subscribe

Si vous ne désirez pas recevoir les prochains envois de la lettre électronique de TRRAACE, envoyez un courriel à [editor@mediafrica.net](mailto:editor@mediafrica.net) avec le message "Désabonnement".

If you are not interested to receive further issues of TRRAACE electronic Newsletter, please send an email to [editor@mediafrica.net](mailto:editor@mediafrica.net) with the message "Unsubscribe"

**Africalia**  
belgium

est le partenaire de Mediafrica.Net